



**Cour  
Pénale  
Internationale**

**International  
Criminal  
Court**

ICC-PIDS-WU-28/10\_Fra

# La CPI semaine après semaine

## 6 avril 2010 #28



### Situation en République du Kenya

La République du Kenya a ratifié le Statut de Rome le 15 mars 2005, devenant ainsi un Etat partie. Le 6 novembre 2009, suite à une lettre du Procureur l'informant de son intention de demander l'autorisation d'ouvrir une enquête proprio motu, la Présidence de la Cour pénale internationale a rendu une décision assignant la situation en République du Kenya à la Chambre préliminaire II. Le 26 novembre 2009, le Procureur a demandé à la Chambre préliminaire II l'autorisation d'enquêter sur cette situation relativement aux violences postélectorales de 2007-2008.

### Les juges de la CPI font droit à la requête du Procureur aux fins de l'ouverture d'une enquête sur les crimes contre l'humanité commis dans le cadre de la situation au Kenya

Le 31 mars 2010, la Chambre préliminaire II, à la majorité des juges, a fait droit à la requête du Procureur aux fins de l'ouverture d'une enquête sur les crimes contre l'humanité qui auraient été commis sur le territoire de la République du Kenya.

Dans la décision, la majorité a conclu, après examen des informations qui lui avaient été présentées, et compte tenu de la nature des procédures engagées en vertu de l'article 15 du Statut, du seuil peu élevé applicable à ce stade, ainsi que de l'objet et du but de la décision, qu'il y a une base raisonnable pour croire que des crimes contre l'humanité ont été commis sur le territoire de la République du Kenya. La majorité a en outre conclu que tous les critères permettant à la Cour d'exercer sa compétence avaient été remplis au regard de la norme d'administration de la preuve applicable à ce stade de la procédure.

En conséquence, la majorité a fait droit à la requête du Procureur et l'a autorisé à ouvrir une enquête portant sur les crimes contre l'humanité qui auraient été commis dans le cadre des événements qui se sont déroulés entre le 1<sup>er</sup> juin 2005 (date à laquelle le Statut est entré en vigueur pour la République du Kenya) et le 26 novembre 2009 (date à laquelle le Procureur a déposé sa requête).

Dans une opinion dissidente, le juge Hans-Peter Kaul a indiqué que selon lui, les crimes commis sur le territoire de la République du Kenya ne constituaient pas des crimes contre l'humanité relevant de la compétence conférée par le Statut. En particulier, le juge Kaul était en désaccord avec la majorité quant à la condition posée à l'article 7-2-a du Statut, selon laquelle les actes visés doivent avoir été commis « dans la poursuite de la politique d'un Etat ou d'une organisation ». Etant donné que la raison première pour laquelle les crimes contre l'humanité ont été codifiés en ces termes à l'article 7 du Statut était de protéger la communauté internationale des menaces extrêmement graves que font peser de telles politiques, le juge Kaul a conclu qu'il fallait nécessairement que celles-ci aient été adoptées soit par un Etat soit au niveau de l'élaboration des politiques d'une organisation présentant les caractéristiques d'un Etat. Ayant examiné les éléments justificatifs, le juge Kaul a conclu qu'il n'y avait pas de base raisonnable pour croire que les crimes qui ont eu lieu sur le territoire de la République du Kenya lors des violences postélectorales survenues en 2007-2008 ont été commis dans le cadre d'une attaque lancée en application ou dans la poursuite de la politique d'un Etat ou d'une organisation. Par conséquent, le juge Kaul a considéré qu'il ne pouvait autoriser l'ouverture d'une enquête concernant la République du Kenya.

Le 1<sup>er</sup> avril 2010, le Procureur de la Cour pénale internationale (CPI), Luis Moreno-Ocampo, a tenu une conférence au siège de la Cour, à La Haye.

Le Procureur a expliqué précisément quelles seront les prochaines actions de son Bureau afin d'enquêter sur les crimes commis pendant les violences postélectorales de 2008 au Kenya.

## Informations générales

La République du Kenya a ratifié le Statut de Rome le 15 mars 2005 et y est devenue partie le 1<sup>er</sup> juin de la même année. Aux termes du Statut, la Cour peut exercer sa compétence dans les situations où l'auteur présumé des crimes est ressortissant d'un État partie ou si le crime a été commis sur le territoire d'un État partie.

Le 6 novembre 2009, la Présidence de la CPI a rendu une décision par laquelle elle a assigné la situation en République du Kenya à la Chambre préliminaire II, composée des juges Ekaterina Trendafilova, Hans-Peter Kaul et Cuno Tarfusser. Pour pouvoir ouvrir de sa propre initiative une enquête concernant la situation au Kenya, le Procureur devait préalablement en obtenir l'autorisation auprès de cette Chambre. C'est pourquoi le Procureur a déposé le 26 novembre 2009 une requête en ce sens, à laquelle étaient jointes 39 annexes pour un total d'environ 1 500 pages.

## Decision Pursuant to Article 15 of the Rome Statute on the Authorization of an Investigation into the Situation in the Republic of Kenya

### Questions et réponses

**Vidéo sur YouTube : La CPI ouvre une enquête concernant la situation en République du Kenya**

**Déclaration du Procureur Moreno-Ocampo, 1<sup>er</sup> avril 2010**

## Situation en République démocratique du Congo

Dans cette situation, les trois affaires suivantes sont en cours d'examen par les chambres concernées : *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, *Le Procureur c. Bosco Ntaganda* et *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui*. Les accusés Thomas Lubanga Dyilo, Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui sont actuellement détenus par la Cour ; tandis que le suspect Bosco Ntaganda demeure en fuite. Dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, le procès s'est ouvert le 26 janvier 2009. Le procès dans l'affaire *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui* s'est ouvert le 24 novembre 2009.

**Décisions adoptées entre le 29 mars et le 2 avril, 2010**

### Affaire Lubanga Dyilo

#### Order on the procedure for suggested interpretation errors

Rendue par la Chambre de première instance, le 1<sup>er</sup> avril 2010

## Situation en République centrafricaine

Dans l'affaire *Le Procureur c. Jean-Pierre Bemba Gombo*, la seule actuellement en cours d'examen dans le cadre de cette situation, la Chambre préliminaire II a, le 15 juin 2009, confirmé deux charges de crimes contre l'humanité et trois charges de crimes de guerre, et a renvoyé l'accusé pour être jugé devant une Chambre de première instance. L'ouverture du procès est programmée au 5 juillet 2010.

**Décisions adoptées entre le 29 mars et le 2 avril, 2010**

### Affaire Bemba Gombo

#### Decision on the review of the detention of Mr Jean-Pierre Bemba Gombo pursuant to Rule 118(2) of the Rules of Procedure and Evidence

Rendue par la Chambre de première instance III, le 1<sup>er</sup> avril 2010

### Liens utiles

Les procédures se déroulant dans la salle d'audience peuvent être suivies sur le site internet de la CPI : [www.icc-cpi.int](http://www.icc-cpi.int)  
Vous pouvez également consulter le **calendrier des audiences**.  
Des résumés audiovisuels sont disponibles sur **notre chaîne Youtube**.

### Événements

#### ICC President discussed matters of co-operation with UN Secretary-General and other officials

Between 22 and 26 March, the President of the International Criminal Court (ICC), Judge Sang-Hyun Song, met in New York with United Nations (UN) Secretary-General, Ban Ki-moon and senior UN officials, to discuss developments of co-operation between the Court and the UN.



President Song and the UN Secretary General Ban Ki-moon ©UN Photo/Paulo Filgueiras

President Song reiterated the excellent and close cooperation between the Court and the UN, which is governed by a Relationship Agreement, signed in 2004, in accordance with article 2 of the Rome Statute.

The President expressed his appreciation for the UN's role in convening the Review Conference in Kampala, Uganda, taking place between 31 May and 11 June this year, and for the Secretary-General's commitment to attend, as well as for his pledge for UN logistical support at the Conference. More detailed aspects of logistical support were discussed separately with the Under-Secretary-General of the Department of Peacekeeping Operations, Alain Le Roy.

President Song met with the Under-Secretary-General for Legal Affairs, Patricia O'Brien, expressing the Court's openness to discussing how it could support the residual mechanisms and archives of the closing ad hoc tribunals,

the ICTY and the ICTR.

While in New York, President Song addressed a meeting of Pacific Ocean States and a group of Permanent Representatives of African States to the UN and held a series of bilateral meetings with Permanent Representatives to the UN. President Song also delivered a speech on "The International Criminal Court and Asia" at the Council on Foreign Relations and addressed the 7th Annual Meeting of the Board of Directors of the Trust Fund for Victims.

#### La Cour pénale internationale lance sa chaîne vidéo sur YouTube

La Cour pénale internationale (CPI) a lancé sa chaîne officielle YouTube, afin de rendre plus accessibles les informations relatives à la Cour et à ses activités, et de la rapprocher du grand public. L'utilisation de YouTube est la première étape des efforts réalisés en matière de communication pour s'assurer des moyens plus diversifiés et plus transparents de faire connaître au monde entier l'actualité de la CPI.

Cette chaîne permet aux spectateurs de suivre en particulier les différentes affaires dont connaît la CPI, grâce aux résumés hebdomadaires des procédures mis en ligne sous l'intitulé *In the Courtroom/Dans la salle d'audience*. La playlist intitulée *In the field/Sur le terrain* comporte des vidéos consacrées aux activités de sensibilisation menées dans les pays liés à une situation. Les émissions très appréciées comme *Ask the Court/Demandez à la Cour*, avec des réponses données aux questions les plus fréquemment posées, et *Meeting the Press/En rencontrant la presse* qui reprennent les conférences de presse et les points de presse, y figurent également. D'autres événements et vidéos d'actualité liés à la Cour sont aussi en ligne, comme les cérémonies de prestation de serment des responsables élus et les cérémonies d'accueil des nouveaux États parties au Statut de Rome. Ces vidéos sont produites en anglais, français et arabe.



La chaîne YouTube de la CPI©ICC-CPI

La première chaîne de la CPI sur YouTube a démarré comme un projet pilote en août 2008. Visionnée plus de 10 000 fois les six premiers mois de son existence, elle s'est avérée être une réussite et a amélioré la visibilité de la Cour ainsi que sa communication. Avec un contenu plus étoffé et une meilleure organisation des vidéos, cette nouvelle chaîne est plus conviviale. Elle offre également plus d'informations sur le contenu des vidéos. Les abonnés à cette chaîne recevront automatiquement des notifications de mise à jour des vidéos régulièrement mises en ligne par la Section de l'information et de la documentation de la CPI.

Ces prochains mois, la Cour poursuivra le développement de sa communication en ligne en utilisant, entre autres, les nouveaux outils de communication comme Flickr, pour mettre en ligne et télécharger des photographies, et l'outil de réseau social Twitter, pour

envoyer en temps réel des mises à jour sur la Cour et les activités de ses responsables. Ces nouveaux services en ligne viendront compléter les informations déjà disponibles sur le site de la CPI, qui est toujours la principale source d'informations officielles à l'intention du grand public.

La chaîne YouTube de la CPI : [www.youtube.com/user/IntlCriminalCourt](http://www.youtube.com/user/IntlCriminalCourt)  
Site Web de la CPI : [www.icc-cpi.int](http://www.icc-cpi.int)

## Interagir avec les communautés

### L'Unité de la sensibilisation de la Cour pénale internationale intervient dans les universités de droit de la République démocratique du Congo

Dans le cadre de son programme de sensibilisation en milieu universitaire, l'Unité de la sensibilisation a animé du 9 mars au 31 mars 2010 des cours sur la Cour pénale internationale dans les universités ci-après : Université de Lubumbashi, Université Catholique de Bukavu, Université Libre des Pays des Grands Lacs à Goma ainsi que l'Université de Kisangani. Cette première tournée a permis de jeter les bases d'un partenariat soutenu avec ces universités.



Intervention devant les étudiants de droit de l'Université catholique de Bukavu  
©ICC-CPI

Dans chaque université visitée, le représentant de la Cour a pendant trois à quatre jours fait des exposés à l'intention des étudiants de dernière année de licence de Droit ou de dernière année de graduat de droit, sur des sujets tels que le principe de complémentarité, la coopération entre la Cour et les Etats, les relations entre la Cour et l'Afrique ainsi que celles avec les Nations Unies, le mandat du Bureau du Procureur, l'impact du statut de Rome en droit congolais, l'exécution des mandats d'arrêts et le déroulement des procédures devant la Cour.

## Calendrier

AVRIL 2010						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
05	06	07	08	09	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30		
MAI 2010						
					01	02

### Evénements futurs :

31 mai - 11 juin : Première Conférence de révision du Statut de Rome  
5 juillet : Ouverture programmée du procès dans l'affaire Jean-Pierre Bemba Gombo

Le calendrier est susceptible de changements de dernière minute.